

**Le pragmatisme des nouvelles classes moyennes et l'urbain**  
**The "pragmatism" of the new middle classes on the urban scene**  
**El pragmatismo de las nuevas clases medias y lo urbano**

Jean-Pierre Collin et Jacques Léveillé

Numéro 13 (53), printemps 1985

Les ambiguïtés du pouvoir local

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034541ar>  
DOI : <https://doi.org/10.7202/1034541ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)  
2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Collin, J.-P. & Léveillé, J. (1985). Le pragmatisme des nouvelles classes moyennes et l'urbain. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (13), 95–102.  
<https://doi.org/10.7202/1034541ar>

Résumé de l'article

Les nouvelles classes moyennes peuvent être définies par leur rôle de médiation entre les classes populaires et les classes possédantes. Mais ce rôle les met en situation de concurrence avec les classes moyennes traditionnelles. Car si elles contrôlent les ressources idéologiques nécessaires à cette fonction de médiation, les moyens organisationnels leur échappent en bonne partie, étant encore l'apanage de la petite bourgeoisie traditionnelle. Mais quelle est actuellement la place de ces nouvelles classes moyennes dans l'urbain ? Et quelles sont au juste ces classes qui viennent investir les vieux quartiers ? À partir d'une recherche qu'ils mènent conjointement sur les stratégies des élites montréalaises, les auteurs tentent de répondre à ces questions. Les nouvelles classes moyennes semblent être de plus en plus les « délogeurs » de ceux qu'elles prétendent défendre. Leurs associations sont surtout préoccupées par leurs propres intérêts à court terme. Leur présence dans les partis politiques se multiplie, qu'il s'agisse des partis au pouvoir ou d'opposition. Ces observations amènent les auteurs à s'interroger sérieusement sur les conditions dans lesquelles s'exerce en fait ce rôle de médiation attribué aux classes moyennes.

# Le pragmatisme des nouvelles classes moyennes et l'urbain

J. P. Collin  
J. Léveillé

## L'émergence de nouvelles catégories de la classe moyenne à Montréal

Engagé dès le début du 20<sup>e</sup> siècle, le passage de la ville industrielle à la ville tertiaire a été marqué par la constitution d'une classe moyenne composée de commerçants, de professionnels, de propriétaires fonciers, et d'une grande variété d'administrateurs privés et publics. Cette classe a effectivement occupé une place intermédiaire entre la classe des entrepreneurs économiques et la classe ouvrière, ou plus largement les salariés, exerçant une médiation aussi bien politique qu'économique et sociale. Ce rôle de médiation, consolidé depuis la Deuxième Guerre mondiale, passe par la constitution de nouveaux mouvements politiques et l'occupation des emplois respon-

sables de la croissance économique. Il s'accompagne d'une appropriation des rôles de représentation au sein des associations volontaires et par voie de conséquence, d'un prolongement de la présence des représentants de la classe moyenne dans la « société civile » par un ensemble de productions symboliques à leur image.

Sur la scène urbaine à Montréal, comme dans l'ensemble du Québec, cette classe moyenne n'a pas été vraiment gênée dans l'exercice de sa fonction médiatrice. D'une part, les détenteurs de capitaux n'estimaient pas être mal desservis par les intermédiaires de la classe moyenne. D'autre part, la classe ouvrière, en dépit de certains efforts sérieux à la fin des années soixante (le Front d'action politique, l'élection de candidats ouvriers à Sept-Îles et à Saint-Jérôme, le

Comité régional inter-syndical de Montréal), n'est pas parvenue à se donner les instruments d'une médiation qui dépasse durablement l'action syndicale. En tout état de cause, la classe moyenne fut en mesure d'occuper une place importante dans les principaux centres urbains du Québec au cours des trois dernières décennies.

À la faveur des transformations qui s'opèrent dans l'économie urbaine et dans le système socio-culturel, qui résultent de la démocratisation de l'enseignement et de l'amplification du phénomène de professionnalisation, la classe moyenne a, plus récemment, diversifié les lieux et la nature de sa médiation. Plutôt que de privilégier exclusivement les quartiers ou villes périphériques de développement plus récent pour y diffuser un système de valeurs à prédominance

96 « matérialiste », les nouvelles catégories qui émergent au sein de la classe moyenne ont tendance à coloniser les anciens quartiers de la ville traditionnelle et à promouvoir un système de valeurs mariant subtilement les dimensions matérialistes individuelles et les dimensions socio-culturelles collectivistes.

Un discours alternatif à l'enseignement d'un nouveau réformisme paraît, en effet, mieux accordé à des périodes de stagnation ou même de décroissance au cours desquelles le recours à des arguments anti-croissance et anti-interventionnisme étatique est appelé à banaliser, voire même à rendre désirable, l'arrêt du développement économique. Néanmoins, ces nouvelles catégories de la classe moyenne, que l'on retrouve à divers niveaux de direction dans les appareils publics et para-publics, dans l'enseignement, dans les nouvelles professions et occupations faisant appel au savoir scientifique et à l'expertise du contrôle social, ne jouent pas un rôle fondamentalement différent de celui qu'ont pratiqué et que continuent de pratiquer les anciennes catégories de la classe moyenne. En réalité, leur grande similitude au plan de la pratique socio-politique les constitue souvent en concurrence plutôt qu'en opposition les unes avec les autres pour s'approprier les premières places dans la médiation et dans la promotion des intérêts divers de la classe moyenne elle-même.

Sur ce marché concurrentiel, les anciens et les nouveaux jouissent tout de même d'un arsenal de moyens bien différent. Les anciennes catégories ont une longueur d'avance au plan de l'organisation socio-économique et politique. Par contre, au plan idéologique, les nouvelles catégories marquent des points sérieux.

Au plan de l'organisation socio-économique, les anciennes catégories de la classe moyenne disposent de groupes d'intérêt tels que les associations de propriétaires, les associations de marchands, les chambres de commerce, les clubs sociaux, explicitement dévoués à la défense et à la promotion de leurs intérêts économiques et idéologiques, alors que les nouvelles catégories parviennent difficilement à trouver le dénominateur commun capable de les rassembler dans des groupes cohérents et durables. Prolongeant cette dimension organisationnelle, les anciennes catégories peuvent s'appuyer sur des appareils politiques partisans, tels que les partis civiques municipaux, pour porter l'action des groupes d'intérêt jusqu'au coeur du processus décisionnel. Pour leur part, les nouvelles catégories cherchent encore à constituer un instrument politique, à défaut de quoi elles devront se résigner à infiltrer les partis civiques existants ou les partis dont l'inspiration originelle est ouvrière et populaire.

Au plan idéologique, la confrontation entre les anciennes et les nouvelles catégories de la classe moyenne paraît moins disproportionnée. Le discours sur la nécessité de mettre un frein au gaspillage énergétique et écologique, à la dispersion urbaine et à la destruction du cadre bâti recyclable, a porté fruit et a conféré une légitimité à ceux et celles qui ont prêché pendant un long moment dans le désert. Ceci ne signifie certes pas que les nouvelles catégories de la classe moyenne sont susceptibles,

dans le court ou le moyen terme, de capitaliser sur cette légitimité comme l'avaient fait les anciennes catégories au moment de retirer le pouvoir politico-économique des mains des « politiciens » pour le confier à des « administrateurs politiques ». L'idéologie politique dominante n'est d'ailleurs pas modifiée au point d'accorder une même reconnaissance et une même valorisation aux groupes qui promettent développement économique et croissance urbaine et aux groupes qui soulignent constamment les aspects négatifs de l'un et l'autre.

Dans le but de mieux saisir la nature et le potentiel de ceux et celles que nous avons classés dans les nouvelles catégories de la classe moyenne, certaines données recueillies sur le territoire montréalais seront utilisées. Par la suite, nous chercherons à repérer les incidences politiques prévisibles de l'émergence de ces nouvelles catégories dans le contexte montréalais.



### Lieux d'implantation et pratiques des nouvelles catégories de la classe moyenne montréalaise

Sur la scène urbaine, l'impact des classes moyennes de formation récente passe, en particulier, par la constitution d'un nouveau patron d'établissement domiciliaire qui a été conceptualisé, de manière excessive parfois, comme le « retour en ville ». Depuis le début du siècle, la classe moyenne avait manifesté, de manière constante, une

préférence pour le logement neuf dans des quartiers nouveaux. Elle allait donc systématiquement s'établir dans les quartiers périphériques de la ville de Montréal ou en banlieue — entraînant par ailleurs dans son sillage, une bonne partie des familles d'ouvriers et d'employés et donnant le ton à un mouvement continu d'expansion métropolitaine (*urban sprawl*).

À contrario, des secteurs<sup>1</sup> significatifs des couches moyennes récentes manifestent, dans leurs choix résidentiels, une préférence pour des quartiers anciens du centre-ville et de la première couronne. Ils investissent ces quartiers, traditionnellement destinés aux ouvriers et aux salariés à revenu modéré, en recyclant — physiquement et socialement — des immeubles existants.

Dans une tentative de première vérification de l'hypothèse exposée précédemment, nous mettrons l'accent sur cette composante particulière de la nouvelle classe moyenne. Après avoir énuméré les grands traits de la « réappropriation » des quartiers anciens par les « nouveaux instruits » (la « gentrification » dans la terminologie américaine), nous identifierons les phénomènes associatifs qui l'accompagnent et nous dégagerons les enjeux et le degré de réussite de ces nouveaux groupes.

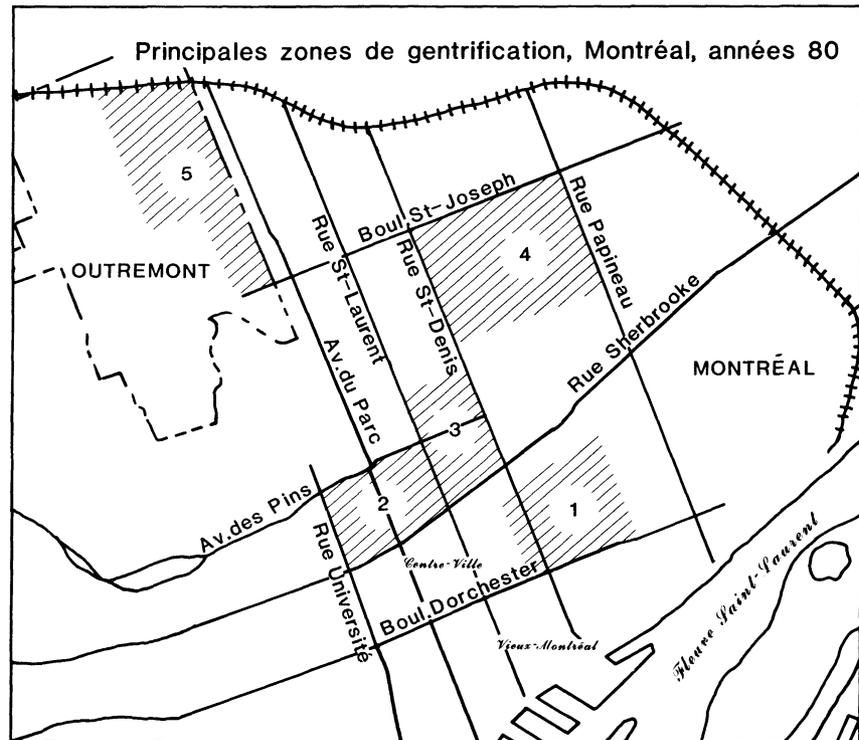
Le phénomène du retour à la ville, comme son cousin germain la contre-urbanisation, préoccupe de plus en plus les sociologues urbains. Néanmoins, l'analyse de l'un comme de l'autre en est à ses débuts et offre encore peu d'évidence empirique de leur ampleur et de leur durabilité. Le retour à la ville est perçu de manière incidente à l'occasion de recherches qui s'intéressent aux quartiers anciens. Cette perception, par la bande, en a incité plus d'un à lui donner une dimension qu'aucun indicateur statistique n'arrive à démontrer.

Le concept de « retour à la ville » est, pris à la lettre, un abus de langage qui favorise la confusion. Malgré le souhait profond manifesté par les autorités montréalaises, la nouveauté du comportement qui est en cause n'est pas tant que des ménages ayant fait un séjour de durée variable en banlieue reviennent en ville, que le fait que de nouveaux ménages de classe moyenne s'établissent au centre de la ville plutôt qu'en banlieue, comme c'était la règle quasi absolue précédemment.

Qui sont ces nouveaux ménages ? Ils se ressemblent beaucoup. Ils partagent très largement un profil sociologique qui se résume à quelques propositions. Ce sont, règle générale, des ménages composés de jeunes adultes (entre 25 et 39 ans) instruits bénéficiant de revenus supérieurs à la moyenne. Les ménages familiaux sont rares et de petite taille. Ces ménages s'écartent donc le plus souvent du modèle

familial traditionnel. Salariés, hommes et femmes occupent, dans de fortes proportions, des emplois de techniciens ou de professionnels. Ils sont collectivement dépositaires d'un fort capital intellectuel et culturel.

L'insertion des couches moyennes salariées instruites dans la ville traditionnelle<sup>2</sup> ne se déploie pas également sur l'ensemble du territoire. Il y a, au contraire, concentration géographique dans quelques quartiers qui présentent un potentiel patrimonial plus fort. En l'occurrence, ce sont le quartier Saint-Jacques (n° 1) dans le district centre-sud, les quartiers Milton Park (n° 2) et carré Saint-Louis (n° 3) dans le district Saint-Louis, la partie est du plateau Mont-Royal (n° 4) et la moitié nord-est de la banlieue d'Outremont (n° 5). Ailleurs le phénomène a beaucoup moins d'envergure et se limite à la remise à l'honneur de places publiques (parcs ou



cartographie INRS

98 squares), de sections de maisons bourgeoises à l'origine ou, plus modestement, à quelques bâtiments offrant une valeur architecturale reconnue.

Bien que ce ne soit pas le seul facteur en cause, l'émergence, concentrée ou dispersée, de ces nouveaux citadins pose sans ambages la question du délogement des résidents de longue date — des familles salariées à bas revenus mais aussi, en nombre appréciable, des ménages marginalisés : familles monoparentales, immigrants, chambreurs, personnes âgées... Cette population autochtone ne peut résister aux nouvelles couches moyennes qui, en plus de restaurer les résidences avec l'aide des programmes publics de subvention, opèrent une transformation du statut juridique des logements convoités. En effet, la « gentrification » va de pair avec la conversion d'immeubles locatifs en copropriétés d'occupation. Qu'il s'agisse de condominiums ou de copropriétés indivises, l'effet est le même pour les résidents de longue date incapables d'accéder au marché de la propriété faute de moyens financiers suffisants.

La pression spatiale des nouvelles classes moyennes, là où il y a concentration, dépasse le cadre domiciliaire et affecte la structure du commerce de détail. À défaut de vouloir ou de pouvoir s'adapter aux goûts et préférences d'une clientèle plus fortunée, plus

« noble » et plus exigeante, le commerce de détail traditionnel doit céder la place à un commerce renouvelé, voire de type nouveau. La déstructuration des réseaux habituels du commerce de voisinage qui en résulte, opère, à son tour, une pression insidieuse qui force le déménagement des résidents d'origine.

La question du commerce de détail nous introduit au système de valeurs partagées par cette nouvelle classe moyenne. Produits du *baby boom* subséquent à la Seconde Guerre mondiale, ces nouveaux instruits sont passés par les collèges et les universités au moment où on y valorise les valeurs collectives. Le socialisme lourd (marxiste-léniniste) et léger (social-démocratie) est à l'honneur<sup>3</sup>. L'idée de révolution culturelle, dans ses versions chinoise et américaine, fascine les esprits. Le développement du pacifisme va de pair avec celui de la guerre du Viêt-nam. Plus conscientes des obstacles systématiques dressés contre elles, les femmes développent un réseau de groupes autonomes. Le gigantisme et le gaspillage sont dénoncés et se voient opposer l'idée de l'alternative et de l'écologie.

Dans tous les domaines, le mot de passe est celui de la participation, de la nécessité de se prendre en charge à l'aide d'associations créées spécialement à cet effet. Malgré le poids des années, la nouvelle classe moyenne salariée reste attachée à la promotion du communautaire et du collectif. Elle se veut le porte-parole de toute la société locale. Son discours passe par la valorisation de la diversité sociale.

Dans un quartier comme le plateau Mont-Royal, les nouvelles classes moyennes se sont manifestées sur le terrain de l'action communautaire et populaire. Ces dernières années, sont ainsi apparues des associations volontaires qui cherchent plus ou moins activement à être associées à la tradition du mou-

vement populaire et qui, dans cet esprit, se veulent réformistes ou progressistes. Cette volonté se perçoit, par exemple, dans la participation de plusieurs à des événements tels que le Sommet populaire de Montréal ou le colloque « Mon quartier, aujourd'hui et demain », organisé par le YMCA-centre-ville à l'automne 1981.

Pendant au-delà du discours sur la promotion des quartiers populaires, ces associations se démarquent des organisations populaires puisqu'elles sont inéluctablement orientées vers la satisfaction des besoins des nouvelles classes moyennes elles-mêmes. En outre, les solutions à ces besoins spécifiques passent plus souvent par la consommation individuelle que par la reconnaissance de droits collectifs ou par la création de nouveaux services collectifs.

Dépassant difficilement la production de bénéfices pour elles-mêmes, ces associations ont un impact social limité qui mine leur capacité de médiation. À défaut de pouvoir nous appuyer sur des bilans ou inventaires de ce type d'organisations, nous illustrerons notre propos par une collection d'exemples.

Tout d'abord, dans le domaine des services, on voit surgir des associations ou des mouvements qui se rapprochent des modèles développés par les organisations populaires. Ainsi les garderies sans but lucratif sur les lieux de travail ou dans les quartiers côtoient les garderies populaires, et les comptoirs alimentaires cèdent la place aux coopératives d'alimentation naturaliste. Dans le domaine scolaire, chaque quartier investi par les nouvelles couches moyennes est doté de son école publique alternative (école Le Plateau, école Querbes, Fine Art Core Education), pour les ménages qui n'osent pas opter pour l'école privée.

Par ailleurs, on voit se constituer des réseaux spécialisés autour de mouvements d'idées ou de caté-

gories sociales particulières. Le réseau écologiste et le réseau pacifiste, le réseau culturel (particulièrement dans le secteur du jeune théâtre), le réseau féministe et le réseau homosexuel en sont des exemples. Or ces réseaux semblent, à la lecture des journaux de quartier, refermés sur eux-mêmes, être peu disposés ou incapables d'entretenir des liens soutenus inter-réseaux. Cet isolationnisme freine l'émergence d'un réseau communautaire plus large capable, à l'occasion, de mobiliser une portion significative de la société locale comme arrivent encore à le faire les cadres du mouvement populaire.

À la lecture des journaux de quartier, on observe que, dans un district comme Maisonneuve, les groupes locaux entretiennent des points stables de ralliement tels que le Centre local de services communautaires ou le Pavillon d'éducation communautaire et sont capables d'actions communes autour d'objectifs de lutte qui rappellent ceux des années 60 et 70 (v. g. les audiences populaires sur le boulevard urbain Ville-Marie ou l'aménagement du site des ateliers Angus).

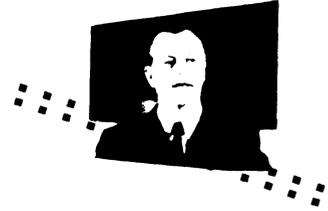
La nature même des préoccupations ou des revendications des nouveaux groupes est en cause ici. Pour s'en tenir aux questions qui touchent à l'espace urbain, on observe un rapport au foncier qui rappelle l'individualisme de la banlieue pavillonnaire plutôt que le « collectivisme » des luttes urbaines. Ainsi, à l'été 1982, les « Voisins de la rue De la Roche » s'inquiètent des impacts négatifs d'un projet privé — Village Terrasse Lafontaine — sur la valeur marchande de leur propriété ou copropriété, alors que les adhérents d'Action-Gardien dans Pointe-Saint-Charles revendiquent le droit de résider dans les mêmes logements une fois complétées les rénovations imposées par la Ville de Montréal.

Comparativement aux organisations qui articulent leur action autour du droit au logement et du maintien sur place des populations résidentes (Comités logement, Front d'action populaire en réaménagement urbain), le Groupe d'intervention urbaine de Montréal réclame, en priorité, la mise en oeuvre d'un *design* urbain conforme aux crédos actuels de la profession comme cadre à l'éclosion d'initiatives individuelles propices à générer un milieu urbain harmonieux. Dans ses propositions de « Transitions du secteur Saint-Jacques », c'est à cette idée maîtresse que le GIUM rattache l'ensemble de ses recommandations, y compris le souhait de rendre le secteur accessible à toutes les couches de la population. Il est significatif d'ailleurs que le GIUM oriente ses énergies vers la planification du redéveloppement d'un secteur qui a perdu 80 % de sa population au cours des trente dernières années.

Un dernier exemple sera abordé ici : celui de la Coopérative-Condominium L. O. Grothé. Pionnière d'une nouvelle forme d'appropriation de l'espace résidentiel — copropriété divise du logement et gestion des espaces communs en coopérative — cette association reprend en quelque sorte l'esprit du mouvement coopératif sans reprendre ses finalités des vingt dernières années alors que l'habitation coopérative a été très étroitement associée à une politique sociale du logement (par le mouvement coopératif lui-même). On revient plutôt, avec L. O. Grothé, à une formule qui a des parentés avec les coopératives des années 50 et 60 destinées à faciliter l'accès à la propriété d'un bungalow de banlieue aux ménages de la classe moyenne.

Ce dernier exemple nous introduit au fait révélateur que le type d'association qui a connu la plus forte croissance (en nombre) et qui est marqué par une stabilité indé-

copropriétaires d'immeubles résidentiels.



### Rôle de médiation des nouvelles catégories : sous le signe du pragmatisme

La recherche d'un rôle de médiation de la part des nouvelles catégories de la classe moyenne montréalaise s'avère problématique. Ses bases idéologiques, tout comme ses instruments organisationnels, ne lui permettent pas de supplanter de façon durable les anciennes catégories formées des notables locaux. Par contre, elles ne sont pas parvenues à se donner les moyens de remplacer les leaders des groupes populaires qui occupent une partie de l'avant-scène politique des quartiers qu'elles ont récemment investis. À défaut d'une mobilisation générale qui avait entretenu l'espoir du mouvement populaire du milieu des années soixante au milieu des années soixante-dix, ces derniers se sont en effet retranchés dans des actions plus restreintes en gardant jalousement leurs ascendants sur divers aspects de la question du logement, du transport en commun, de la protection des assistés sociaux, etc. Pour leur part, les associations de commerçants et de propriétaires ont profité de la fin des grands investissements et de la crise de croissance qui se précise au

100 milieu des années soixante-dix pour reprendre vie dans les quartiers et pour faire valoir leurs intérêts au plan politique. Bref, les nouvelles catégories de la classe moyenne montréalaise que nous avons cherché à saisir dans leurs lieux d'implantation et dans leurs pratiques récentes ont dû naviguer entre la démobilitation populaire générale et la concurrence farouche que leur opposent à la fois les groupes populaires « spécialisés » et les groupes traditionnels « rajeunis ».

Au plan politique et électoral, cette conjoncture laisse place à des dynamiques dont la direction et surtout l'aboutissement ne sont pas immédiatement évidents. Nous aimerions conclure cette brève analyse du pragmatisme des nouvelles catégories de la classe moyenne montréalaise par une réflexion sur la configuration de la scène politique locale, avant de proposer quelques pistes d'interprétation de la difficulté actuelle de celles-ci à exercer une fonction efficace de médiation.

Le mouvement populaire montréalais s'était donné un instrument de lutte électorale en 1970 avec la création du Front d'action politique (FRAP). L'adversaire à vaincre avait été identifié sans difficulté. Les « développeurs » publics et privés intervenaient avec d'énormes moyens et déplaçaient, d'un seul coup, de larges populations qui n'avaient pas de peine à se recon-

naître dans une même adversité. Les intermédiaires politiques locaux de ces développements urbains se prêtaient également à une identification immédiate. D'autant plus qu'ils s'attribuaient volontiers plus que leur part de responsabilité dans les transformations qui s'opéraient sur le territoire montréalais.

Dans les mois qui suivirent la défaite du FRAP, les débats parfois violents au sein du mouvement populaire ne remettent pas fondamentalement en question la nécessité d'unir l'action autour d'une seule classe sociale formée des ouvriers, des bas salariés et des assistés sociaux, et en fonction des intérêts exclusifs de ces seules catégories sociales. La création du Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal (RCM), en 1974, peut même laisser croire que ce nouveau parti politique municipal dispose d'une base sociale et d'un contenu idéologique susceptibles de lui permettre de prolonger, dans le respect de la démarche essentielle du FRAP, la lutte entreprise depuis le milieu des années soixante. Tel n'est pas, de fait, le cas. Les divergences qui s'expriment bientôt au sein de l'aile parlementaire et à l'intérieur du parti font la démonstration que les leaders populaires des années soixante doivent désormais partager la direction du mouvement populaire, du moins celle qui s'exprime à travers le RCM, avec des militants dont les secteurs de compétence et d'engagement sont plus diversifiés et dont les orientations idéologiques sont moins exclusives, ou plus pragmatiques.

Le départ d'une partie des représentants de cette dernière tendance et la création subséquente d'un autre parti politique, le Groupe d'action municipale (GAM), ne règle pas pour autant le problème de coexistence des tendances « populaires » et « pragmatiques » au sein du RCM.

La préparation de la campagne électorale, et surtout les résultats

du scrutin de novembre 1978, sont l'occasion, cette fois, d'une remise en question plus fondamentale des orientations de la médiation que les leaders et les militants du FRAP et du RCM avaient voulu exercer auprès de la classe ouvrière et des groupes populaires à Montréal. Certes, le discours officiel du parti résiste encore à une reformulation systématique qu'aucun collectif de militants n'est d'ailleurs en mesure d'articuler. Par contre, les thèmes d'intervention, les justifications pour s'emparer de nouvelles causes et les approches faites auprès de nouvelles clientèles (les petits propriétaires, les petits commerçants) révèlent une sensibilité plus explicite à l'élargissement du rôle de médiation que l'on entend faire jouer au RCM.

Cette évolution se manifeste bien sûr à l'intérieur des structures du parti, mais elle s'infiltré aussi, et peut-être avec plus d'efficacité, à la marge du parti. En effet, par suite du peu de succès aux élections de 1978, celui-ci parvient difficilement à animer ses instances partisanes et à soutenir une présence politique active, alors même que le Parti civique, bien réinstallé au pouvoir avec 52 des 54 sièges, semble connaître une nouvelle jeunesse au plan de son discours et de ses politiques. Les thèmes « localistes » qui avaient été la marque de commerce du FRAP, du RCM et des groupes sociaux qui s'identifiaient à ces deux partis s'imposent désormais à l'évidence commune. Au point qu'ils sont désormais véhiculés par les ténors du parti politique ayant occupé les postes de commande au temps où les notions de qualité de vie, de protection des espaces verts, de sauvegarde du patrimoine architectural, d'intégrité de la vie de quartier cédaient volontiers le pas à l'idéologie du rattrapage, du modernisme et de la croissance tous azimuts.

C'est un signe parmi d'autres qu'un changement similaire à celui

que nous avons noté au sein du RCM est en voie de s'opérer au sein du Parti civique : la direction des notables traditionnels est contestée par des défenseurs plus modernes et plus subtils des intérêts commerciaux et fonciers de la base organisationnelle du Parti civique. Or, ces éléments modernistes, c'est du moins notre hypothèse, rejoignent une corde sensible chez les nouvelles catégories de la classe moyenne montréalaise dans la mesure où le discours leur est familier et acceptable et dans la mesure où les programmes effectivement initiés risquent d'assurer un certain avenir aux quartiers qu'elles ont investis de leur affection et de leurs ressources financières. En somme, les nouvelles catégories de la classe moyenne montréalaise sont, depuis le début des années quatre-vingt, fortement sollicitées par les deux principaux partis politiques que l'histoire avait d'abord placé dans des vases non communicants. Une analyse empirique plus poussée, que nous n'avons pas complétée, devrait nous permettre de confirmer que cette sollicitation a des répercussions sensibles sur les profils des nouveaux conseillers, candidats, cadres organisationnels et militants des deux principaux partis.

La relative confiance que nous plaçons dans cette hypothèse et dans sa vérification empirique éventuelle tient au fait que les positions objectives occupées par les nouvelles catégories de la classe moyenne montréalaise dans la structure de l'économie, sur l'espace et sur le continuum idéologique, sont à ce point ambiguës, voire contradictoires, que pour certaines attentes, en particulier de nature socio-culturelle, elles se considèrent mieux accueillies et mieux défendues par le RCM, alors que pour d'autres attentes, en particulier celles qui touchent à la valorisation de l'espace, elles auraient plus tendance à faire confiance à un parti de la famille du Parti civi-

que. À mi-chemin entre un passé d'identification à un mouvement socio-culturel d'opposition aux formes traditionnelles de croissance urbaine, et un présent de promotion individualiste auquel donne accès le contrôle du savoir, de l'occupation et d'un lieu de résidence, les représentants les plus actifs des nouvelles catégories de la classe moyenne montréalaise transmettent une image sinieuse du parcours qu'elles effectuent sur la scène montréalaise. Quant à la majorité des non-actifs, ils se comportent probablement comme ceux que l'on a gratifié, aux États-Unis, du noble nom de *Yuppies* (*young urban professionals*), et votent, tout aussi probablement, pour les partis politiques qui promettent de protéger les emplois rémunérateurs et les biens fonciers qu'ils ont récemment acquis et que la conjoncture économique difficile maintient dans un état de grande fragilité.

Rejoints par les groupes traditionnels au plan idéologique, incapables de structurer une base sociale par des appareils organisationnels susceptibles, à court terme, d'offrir une voie de médiation à la classe ouvrière et aux groupes populaires, les nouvelles catégories de la classe moyenne montréalaise en sont réduites à un pragmatisme économique et politique sur des terrains que les anciennes catégories ont appris à occuper avec plus de subtilité depuis quelques années. Les alliances qu'elles sont amenées à faire avec les petits propriétaires, les petits commerçants et les distributeurs de leurs emplois lucratifs, leur sont nécessaires. Mais elles leur sont également néfastes dans la mesure où, en les réalisant, elles s'empêchent de convaincre les populations des quartiers qu'elles s'approprient d'une légitimité de médiation qu'elles doivent construire si elles désirent, éventuellement, prendre la place des anciennes catégories dans les appareils de représenta-

tion sociale et politique. À moins de parvenir à articuler un projet de médiation faisant une synthèse originale des intérêts de la classe ouvrière et des groupes populaires et de leurs propres intérêts, les nouvelles catégories ne peuvent entretenir d'autres ambitions que celle d'être des partenaires plus ou moins utiles, selon les conjonctures, de mouvements initiés dans leur environnement socio-économique et spatial immédiat.

La suspicion des groupes associés au mouvement populaire montréalais et l'appétit des groupes associés au pouvoir en place à Montréal depuis plus de 25 ans font que la quête d'un rôle de médiation de la part des nouvelles catégories de la classe moyenne montréalaise ne peut être placée que sous le signe du pragmatisme. Nous formulons, à cet égard, l'hypothèse que le pragmatisme dont il est question aura tendance à entraîner les nouvelles catégories de la classe moyenne sur des voies socio-politiques qui les éloigneront des groupes populaires pour mieux les rapprocher des groupes traditionnels et des intérêts que ces derniers ont historiquement défendus et promus. N'est-ce pas la logique d'action que commande la poursuite d'intérêts bien compris ?

Jean-Pierre Collin  
I.N.R.S. - Urbanisation  
et Jacques Léveillé  
Département de science politique  
Université du Québec à Montréal

# PREVENIR



CAHIERS D'ÉTUDE ET DE RÉFLEXION  
ÉDITÉS PAR LA COOPÉRATIVE D'ÉDITION  
DE « LA VIE MUTUALISTE »

## Cahiers déjà parus

- N° 1 — 1980 : « CHÔMAGE ET SANTÉ » Épuisé  
N° 2 — 1980 : « TRAVAIL ET SANTÉ » Épuisé  
N° 3 — 1981 : « EXERCICE MÉDICAL ET  
SANTÉ »  
N° 4 — 1981 : « ACTION MUTUALISTE, SANTÉ ET  
SOCIÉTÉ »  
N° 5 — 1982 : « SANTÉ ET SÉCURITÉ  
SOCIALE »  
N° SPÉCIAL : « ÉTATS GÉNÉRAUX DE LA  
1982  
PRÉVENTION »  
N° 6 — 1982 : « HABITAT, CADRE DE VIE ET  
SANTÉ »  
N° 7 — 1983 : « LES IMMIGRÉS DANS LEUR  
CHAMP SOCIAL ET DE  
SANTÉ »  
N° 8 — 1983 : « LA FATIGUE : VÉCUS, ENJEUX,  
ANALYSES »  
N° 9 — 1984 : « 100 ANS DE MUTUALITÉ »  
N°10 — 1984 : « LE JEUNE ENFANT : RISQUES ET  
PRÉVENTION »

Le numéro : 60 F.  
Abonnement pour 4 numéros : 180 F.

## Cahiers en préparation

- N°11 — 1985 : « LANGAGE, CULTURE ET SANTÉ »  
N°12 — 1985 : « LA SANTÉ DANS LE TIERS-  
MONDE »

Le numéro : 70 F.  
Abonnement pour 4 numéros : 210 F.

Pour abonnements et commandes, s'adresser à :

« PRÉVENIR » — C V M  
5/7, rue d'Italie — BP 249  
13253 MARSEILLE CEDEX 6

## NOTES

<sup>1</sup> D'autres secteurs ont évidemment des comportements qui tranchent moins sur le passé récent.

<sup>2</sup> Terminologie qu'affectionnent particulièrement les autorités montréalaises.

<sup>3</sup> Même les politiciens de centre-droit proclament leur adhésion à la social-démocratie.